

DÉCLARATION
Journée «Villes mortes» au Tchad

En 28 ans de règne, Idriss Deby Itno et le pouvoir MPS ont complètement ruiné le Tchad. Idriss Deby a démontré, s'il en était besoin, qu'il incarne le pouvoir le plus médiocre que le Tchad n'ait connu depuis son indépendance. Caractérisé essentiellement par la malgouvernance, le régime MPS a pratiqué à outrance la gestion patrimoniale des biens et de toutes les ressources de l'État.

Pendant ce long et pénible règne, le pouvoir MPS a été incapable de bâtir une armée nationale par sa composition et républicaine dans sa mission. L'ANS créée à l'issue de la conférence nationale souveraine a été détournée de sa mission première pour devenir une police politique au service exclusif de la personne Idriss Deby Itno. Comme dans toutes les dictatures, elle file, traque, arrête, torture et fait disparaître tout tchadien qui s'oppose à la calamiteuse politique de son Chef. Les journalistes, les défenseurs de droits de l'homme et les hommes politiques sont ses cibles préférées. Idriss Deby, comme tout bon dictateur, ne supporte aucune critique. Il n'a d'oreilles que pour écouter les louanges de ses thuriféraires et les ragots de ses colporteurs de mensonges !

N'ayant aucune solution pour les multiples crises qu'il a fabriquées, il passe le clair de son temps à effectuer de nombreux voyages aussi inutiles que dispendieux. C'est l'occasion pour lui de siphonner les maigres ressources qui arrivent péniblement au trésor public après que les siens nommés dans toutes les régies financières se soient copieusement servis.

Le Ministre des finances et du budget l'a dit publiquement que des pays semblables au notre font des recettes douanières de l'ordre de 700 milliards de FCFA par an. Tandis qu'au Tchad l'ensemble des recettes de toutes les régies n'atteint pas 400 Mds de FCFA. Au lieu de sécuriser et drainer ces ressources vers le trésor public, pour le Gouvernement les boucs émissaires tout trouvés sont l'étudiant, le fonctionnaire et le citoyen lambda qui doivent payer en lieu et place des voleurs de la République.

Il n'est un secret pour personne que la fonction publique tchadienne est truffé de faux diplômés connus et identifiés. Mais comme il s'agit essentiellement des épouses et des progénitures de la nomenclatura, on pratique la politique de l'autruche en les laissant profiter aussi longtemps que possible de l'argent public qu'on distribue à ces délinquants de manière illégale. Mais en même temps on demande aux honnêtes agents de la santé et de l'éducation de se serrer la ceinture pour faire une économie de 30 Mds de FCFA.

Les agents payeurs des différents départements ministériels et ceux du service de la solde n'ont pas cessé d'alerter que certains agents gagnent plusieurs salaires par mois, en violation totale des lois en vigueur. Mais comme il s'agit toujours des mêmes, on préfère amuser la galerie en prétextant un recensement des agents de l'État. Qu'il me soit permis de vous dire que depuis les années 1990 à nos jours, on a procédé à presque 10 opérations de recensement qui n'ont tous rien donné. La raison étant toujours la même car les faussaires sont toujours les mêmes : les épouses et la progéniture de la nomenclatura.

Au lieu de s'acharner sur les vulnérables et honnêtes fonctionnaires, le Gouvernement, pour économiser 30 milliards a pourtant plusieurs sources de financement : il suffit de rapatrier l'argent des tchadiens volé et caché dans les paradis fiscaux comme l'a relevé le panama-papers et qui s'élève à 10,76 Mds de USD, soient l'équivalent de 6456 Mds de FCFA, c'est-à-dire soit 215 fois les 30 Mds de FCFA d'économie recherchée.

Ou encore mieux : on vient d'apprendre que l'association Sherpa et la Coalition Biens Mal Acquis au Canada, conseillées par Maître William Bourdon, ont déposé une plainte contre des citoyens africains qui ont acheté de condos à Montréal. Parmi eux il y a des Tchadiens qui ont acheté des immeubles d'un montant de 8 Mds \$CAN soit l'équivalent 3300 Mds de FCFA, soient l'équivalent de 110 fois les 30 Mds d'économie recherché.

En attendant d'aller chercher et récupérer l'argent des Tchadiens volé et caché à l'étranger, on peut légitimement se demander où vont certaines recettes ?

- Savez-vous que la vente du carburant produit par la raffinerie de Djarmaya rapporte en une année un bénéfice d'environ 100 Mds de FCFA ?
- Savez-vous que le Tchad est le pays au où le prix de la téléphonie mobile est le plus élevé au monde. Sur chaque appel on nous prélève 18 FCFA. Où va cette somme faramineuse ?
- Savez-vous que chaque fois que vous achetez un billet d'avion, la moitié de la somme que vous payez sont des taxes reversées à l'État ? Cette somme colossale est-elle versée au Trésor public ou va-t-elle dans la poche de quelques individus ?

La question reste toujours la même : pourquoi le Gouvernement ne fait aucun effort pour aller chercher l'argent du pays là où il se trouve ? Pourquoi s'acharne-t-il sur les vulnérables fonctionnaires, les pauvres étudiants, pour les faire payer sa mauvaise et calamiteuse gestion ? Pourquoi augmente t-il le prix du litre du carburant qui est automatiquement répertorié sur les couts de transport

En tout cas, les Tchadiens n'en peuvent plus, ils sont gavés par la mal gouvernance du régime MPS qui a conduit le pays à crises multiples.

Une crise politique caractérisée par des pouvoirs (exécutif, législatif) dont la légitimité est contestable.

Une crise financière due à la gestion patrimoniale des ressources publique et leur pillage systématique par les tenants du pouvoir.

Une crise économique qui a conduit à la faillite plusieurs petites et moyennes entreprises qui, à leur tour, ont licencié massivement leurs employés

Et enfin une crise sociale dont les conséquences catastrophiques sur la vie de la nation sont énormes : Université, lycées, collèges et écoles fermés, formations sanitaires à l'arrêt (les Tchadiens et les Tchadiennes meurent comme des mouches dans l'indifférence absolue des gouvernants).

Manger une fois par jour est devenue une équation sans réponse pour le citoyen lambda.

Pour dire NON, encore NON, mille fois NON à la politique antisociale et dictatoriale du pouvoir MPS, les partis politiques de l'Opposition regroupés au sein du FONAC, de la CAD, du CODAC, de la CPDC, du CCPOD-Espoir et les partis non-regroupés PAP/JS, FPLS, TCHAD-AVENIR, FAR/PF et CAP-SUR demandent à la population Tchadienne de rester à la maison le lundi 12 mars 2018.

Il faut rester à la maison pour dire NON, encore NON, mille fois NON au pouvoir MPS qui a pris le pouvoir par la force et le conserve aussi par la force.

La Constitution de la République nous invite à résister et désobéir à tous ceux qui prennent et conservent le pouvoir par la force.

Peuple tchadien, tu ne dois plus accepter ces privations, lève-toi et dis NON, NON et NON !

ÇA SUFFIT ! TROP C'EST TROP ! KHALASS !

SUR TOUTE L'ÉTENDUE DU TERRITOIRE NATIONAL OBSERVONS LA JOURNÉE «VILLES MORTES». RESTONS TOUS À LA MAISON.